



Communauté métropolitaine
de Montréal

L'économie MÉTROPOLITAINE

Trimestriel

- **Rechute de l'emploi**
- **Fortes pertes à Laval**
- **Repli des banques et des magasins**
- **Stabilité du manufacturier**
- **La construction plafonne**
- **Construction de condos au centre**
- **Consommation modérée**
- **Le port : recul du blé et du commerce transatlantique**

Indicateurs

trimestriels (p. 8) :

RMR de Montréal, île de Montréal, Laval, Longueuil, couronne Sud, couronne Nord

L'économie métropolitaine décrit de manière concise l'évolution à court terme des principaux agrégats économiques et les faits saillants du trimestre. Dans les tableaux synthèses que le lecteur trouvera à la fin du document, le bulletin offre les statistiques économiques courantes de la région métropolitaine de Montréal et de ses cinq secteurs : Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud. *L'économie métropolitaine* est disponible sur le site Internet de la Communauté métropolitaine de Montréal à l'adresse suivante : www.cmm.qc.ca.

Formée du territoire de 82 municipalités, la CMM regroupe 3,7 millions d'habitants, soit près de la moitié de la population du Québec. Elle est un organisme métropolitain de planification, de coordination et de financement.

L'emploi se réajuste

Après trois trimestres de croissance accélérée, l'emploi diminue de 0,8 % au troisième trimestre 2010 dans la région métropolitaine de Montréal. L'emploi rechute aussi aux États-Unis, mais continue de progresser au Canada, notamment à Toronto.

La poussée du commerce de détail et des services financiers, qui avait alimenté la croissance de la première moitié de l'année, se renverse. Ces deux secteurs se réajustent à une hausse modérée des dépenses des consommateurs. Par contre, la fabrication maintient ses effectifs malgré le recul des exportations.

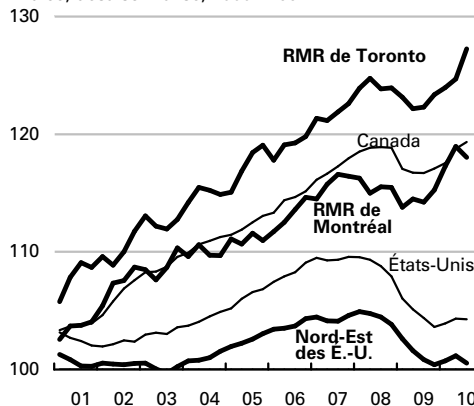
Les résidents de Laval subissent les pertes d'emploi les plus élevées, en particulier dans les services à la production. La reprise de l'île de Montréal s'interrompt tandis que les couronnes continuent de croître modérément.

Le recul de l'emploi touche surtout les postes à temps plein, qui diminuent de 2 % au troisième trimestre. La poussée de l'emploi à temps partiel s'arrête.

Le taux de chômage, qui recule depuis un an, se stabilise à 8,5 %. Les travailleurs réagissent davantage en se retirant du marché du travail. Le taux d'activité diminue de 68,1 % à 67,3 %.

Emploi

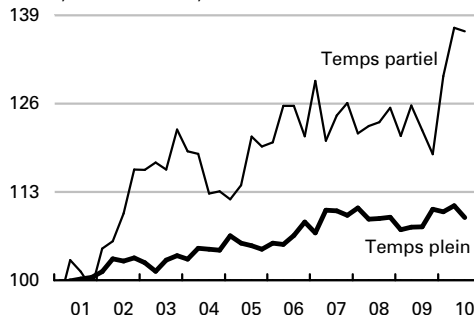
Indice, désaisonnalisé, 1999=100



Sources: Bureau of Labor Statistics et Statistique Canada

Emploi dans la RMR de Montréal

Indice, désaisonnalisé, 2000=100



Source : Statistique Canada

3^e trimestre 2010

SECTEURS ÉCONOMIQUES

Repli des magasins et des banques

Le recul de l'emploi métropolitain (-15 000) provient surtout du retranchement du commerce de détail et des services financiers (-51 000). La poussée de l'emploi dans ces deux secteurs prend fin. Presque 90 % des gains d'emplois qui y avaient été effectués pendant les six premiers mois de 2009 disparaissent au troisième trimestre.

Jusqu'à présent, la hausse des prêts à la consommation et des hypothèques a nourri les banques. Cependant, les institutions financières anticipent une baisse de la demande de prêts, alors que le marché du logement ralentit et que les consommateurs commencent à rembourser leurs dettes.

Recul des services à la consommation

Hormis les autres services — principalement des soins personnels — les services à la consommation réduisent leurs effectifs. L'emploi en hébergement et restauration recule après leur brusque remontée des six premiers mois. En information et loisirs, l'emploi change peu depuis un an.

Reprise du transport et de la distribution

Hormis les banques, les services à la production sont plus solides. Le transport et la distribution récupèrent les fortes pertes d'emploi encourues à la fin de 2009 et au début de 2010. Le trafic aérien a repris son envol depuis le deuxième trimestre 2009.

Après une poussée au deuxième trimestre, les services professionnels font la pause. Le soutien à la gestion demeure relativement stable en 2010. L'assurance et les services immobiliers réduisent légèrement leurs effectifs.

Recul des services parapublics

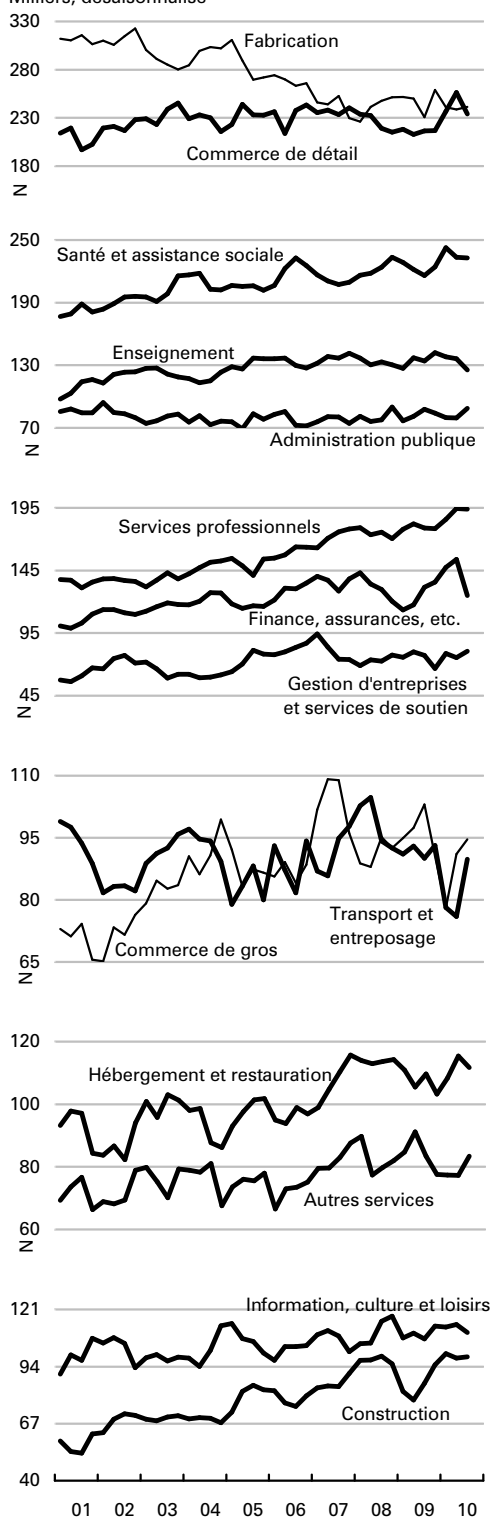
La santé et l'éducation réduisent leurs effectifs pour un deuxième trimestre d'affilée. Les hôpitaux et les services sociaux perdent des effectifs au troisième trimestre. Dans l'enseignement, les tendances démographiques ont finalement raison de l'expansion des écoles primaires et secondaires. De manière remarquable, les effectifs des universités et des cégeps, qui bénéficient actuellement d'une hausse des groupes d'âge qui forment le gros de leur clientèle, sont en recul depuis 2006.

La construction plafonne

L'emploi en construction fait du sur-place alors que les travaux d'infrastructure routière atteignent leur rythme de croisière et que les mises en chantier se maintiennent à un niveau annuel de 22 000 unités.

Emploi par secteur, RMR de Montréal

Milliers, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada



INDUSTRIES MANUFACTURIÈRES

Stabilité manufacturière

L'élément le plus remarquable de la dernière récession est la stabilité de la fabrication. Depuis trois ans, l'emploi manufacturier se maintient aux alentours de 240 000.

Cependant, les livraisons (québécoises) diminuent pour la plupart des industries importantes de la région métropolitaine. La force du dollar canadien et le caractère mitigé de la reprise économique américaine freinent les exportations montréalaises.

Stabilité des aliments et boissons

Alors que la restructuration des boulangeries et des brasseries avait réduit l'emploi dans la fabrication d'aliments et de boissons en 2009, l'emploi demeure stable en 2010. Les boulangeries et les brasseries continuent de se consolider, mais les producteurs de viandes (volaille), de produits laitiers et d'aliments transformés sont en expansion.

Embauche dans le matériel de transport

Le recul de l'emploi dans le matériel de transport s'est arrêté au troisième trimestre. Cependant, les livraisons québécoises de produits aérospatiaux, le principal segment du matériel de transport à Montréal, chutent de 22 %.

La baisse des ventes est concentrée dans le créneau des avions régionaux, alors que le marché des avions d'affaires se stabilise. Le principal producteur, Bombardier, prévoit que ses livraisons d'avions commerciaux diminueront de 20 % et celles d'avions d'affaires d'environ 15 % pour l'ensemble de l'exercice.

Recul léger dans plusieurs industries

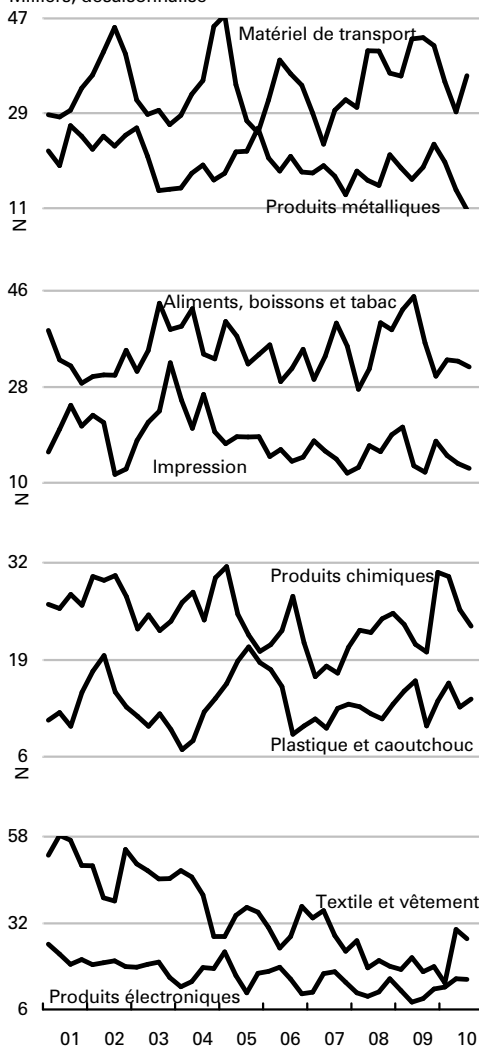
Après une poussée en 2009, l'emploi dans l'impression et la fabrication de produits métalliques et chimiques diminue de manière continue en 2010. La demande de produits métalliques subit la faiblesse de la production américaine et les difficultés de l'aéronautique, même si elle bénéficie de la reprise de la production automobile et des investissements en infrastructure.

Reprise du vêtement

Les estimés de l'emploi remontent dans le vêtement au troisième trimestre. Cependant, aucune relance des livraisons n'est perceptible à l'heure actuelle. Également, les industries des produits électroniques, du plastique et du caoutchouc maintiennent leurs effectifs.

Emploi, industries principales, RMR de Montréal

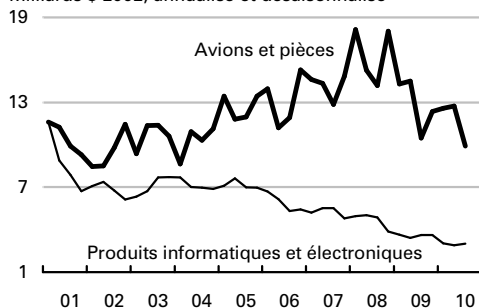
Milliers, désaisonnalisé



Source : Statistique Canada

Livraisons, biens durables¹

Milliards \$ 2002, annualisé et désaisonnalisé



1. Livraisons du Québec pour des industries importantes de Montréal
Source : Statistique Canada

SECTEURS RÉGIONAUX

Fortes pertes à Laval

Le recul de l'emploi frappe avant tout les résidents de Laval et de l'île de Montréal. Au troisième trimestre, le taux d'emploi chute de 5,7 points de pourcentage à 59,9 % à Laval. Cette perte annule tous les gains réalisés pendant les 4 trimestres après la récession. Le taux de chômage remonte de 2,2 points de pourcentage à 8,8 % et le taux d'activité diminue de 4,5 points à 65,7 %.

Chute des services professionnels et financiers à Laval

Les services à la production réduisent de 16 % leurs effectifs. Les principales pertes surviennent dans les services professionnels et financiers. Jusqu'à présent, les services aux entreprises lavallois étaient sortis indemnes de la récession. Laval a une spécialisation en R-D dans les sciences de la vie. Les entreprises de R-D subissent la réduction des études cliniques que font les sociétés pharmaceutiques pour réduire leurs pertes.

Comme dans le reste de la métropole, les services bancaires et les services à la consommation se réajustent après six mois de forte croissance.

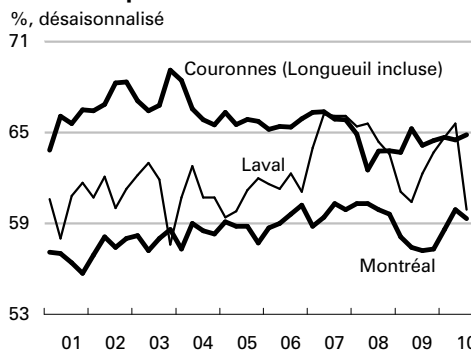
Enfin, la main-d'œuvre manufacturière lavalloise diminue pour un deuxième trimestre consécutif. Les réductions se produisent vraisemblablement dans le meuble, les boulangeries, l'impression et les produits chimiques.

Arrêt de la reprise de Montréal

La remontée de l'île de Montréal s'interrompt. Région de la métropole la plus touchée par la récession, Montréal avait repris le chemin de la croissance à la fin de 2009 et avait fortement bénéficié de la poussée des six premiers mois de l'année. Au troisième trimestre, le taux d'emploi retombe de 0,6 point de pourcentage à 59,3 %. Les pertes se font dans les postes à temps plein, le temps partiel continuant de croître. Les personnes affectées choisissent de se retirer du marché du travail. Le taux de chômage augmente de 0,1 point de pourcentage seulement à 9,8 %.

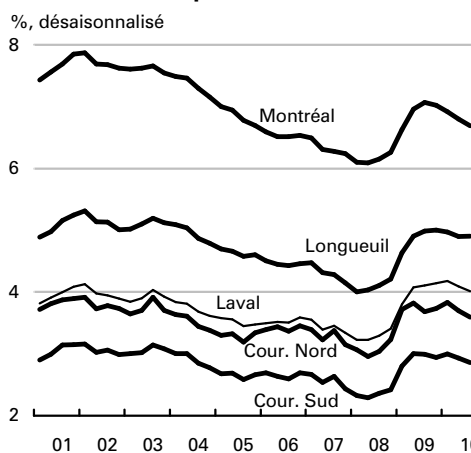
L'île de Montréal subit la rechute des services financiers et des services à la consommation. En particulier, le ralentissement du tourisme réduit l'embauche en hébergement et restauration. Cependant, la force des sociétés de génie conseil et de services informatiques maintient l'emploi dans les services à la production.

Taux d'emploi



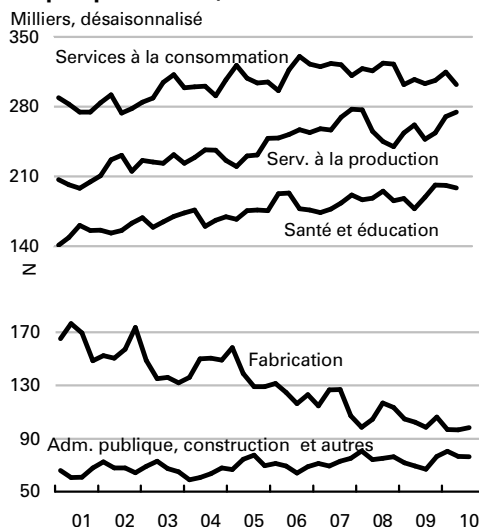
Sources : Statistique Canada et Inst. de la statistique du Québec

Indicateur de dépendance sociale



Sources : Statistique Canada, Emploi et Solidarité sociale - QC

Emploi par secteur, île de Montréal

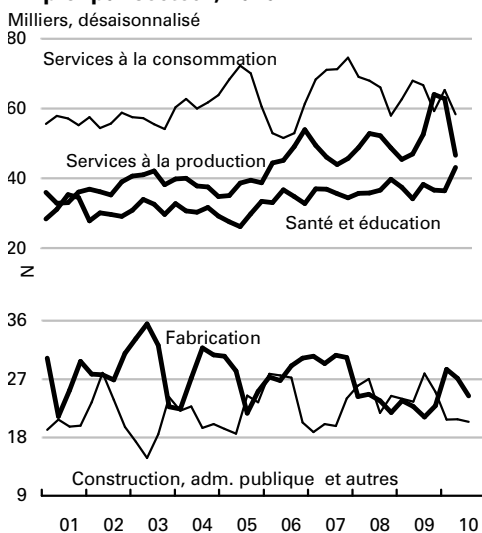


Source : Statistique Canada



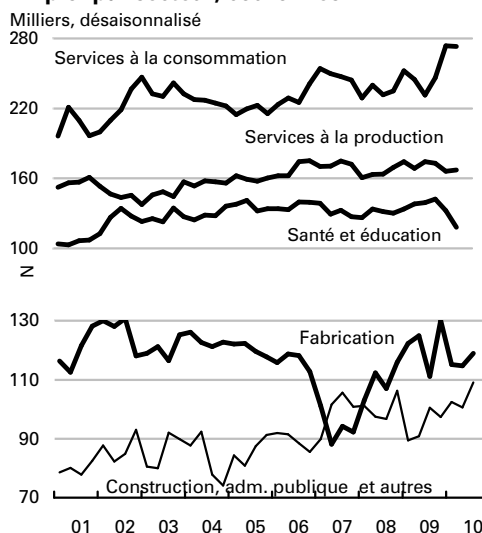
SECTEURS RÉGIONAUX (suite)

Emploi par secteur, Laval



Source : Statistique Canada

Emploi par secteur, couronnes¹



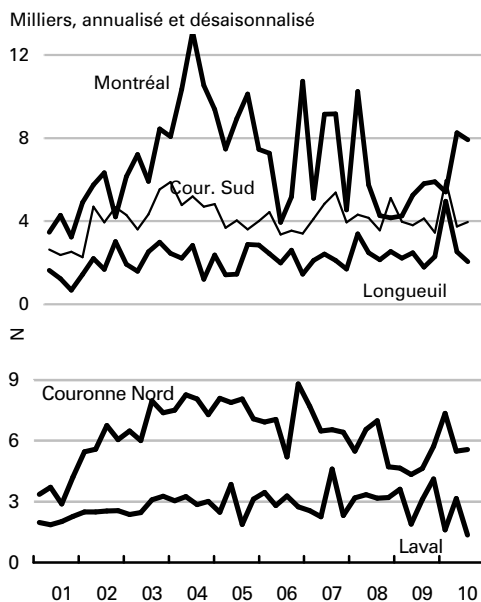
1. Longueuil incluse

Source : Statistique Canada

Les couronnes se maintiennent

Les résidents des couronnes n'avaient pas vraiment été incommodés par la dernière récession. Ils ne semblent également pas affectés par la rechute de l'emploi du troisième trimestre. Leur taux d'emploi augmente même de 0,3 point de pourcentage à 64,9 %. Depuis son sommet du premier trimestre 2010, le taux de chômage diminue de 1,6 point de pourcentage pour atteindre 6,9 %.

Mises en chantier selon le secteur



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement

La construction et la fabrication embauchent dans les couronnes

Le principale source de nouveaux emplois dans les couronnes est la construction. Depuis un an, le nombre de personnes occupées y a bondi de 22 %. L'emploi est à la hausse depuis le début de 2009. La fabrication augmente légèrement ses effectifs.

Les services à la consommation font la pause après le saut des deux trimestres précédents. Les services à la production demeurent également inchangés. Le seul secteur économique à perdre des emplois au troisième trimestre est la santé et les services sociaux.

L'unifamiliale et le locatif plombent la construction hors de l'île de Montréal

Depuis le premier trimestre 2010, la construction résidentielle diminue hors de l'île de Montréal. Le segment de la propriété absolue décélère depuis le printemps. Le segment locatif est déprimé par la surconstruction de logements pour personnes âgées au cours de la dernière décennie.

Construction de condos au centre

La demande de condos stimule la construction dans l'île de Montréal (voir p. 8). Le nombre de logements mis en chantier dans l'île a presque doublé depuis le creux atteint au quatrième trimestre 2008. Ce sont souvent des immeubles en hauteur, comme les complexes Pointe-Nord à l'île des Sœurs (1600 logements prévus, 700 M\$) et Cité Nature au Village olympique (1400 logements prévus, 350 M\$).

INVESTISSEMENT

Hausse timide de l'investissement

Les intentions d'investissements sont de nouveau à la hausse dans la région métropolitaine de Montréal. Après s'être contractées de 8 % en dollars constants en 2009, les immobilisations privées et publiques devraient augmenter de 3 % en 2010.

L'investissement des entreprises demeure hésitant. Cependant, les chiffres pour 2010 reflètent les intentions d'investissement des entreprises au début de l'année, qui sont vraisemblablement sous-estimées. Des projets publics ont été approuvés et lancés depuis. La construction résidentielle se maintient plus longtemps que prévu. Les chiffres devraient être révisés à la hausse l'an prochain.

Réfection des infrastructures

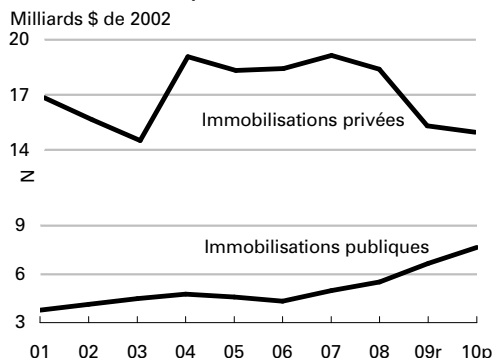
Les investissements publics fournissent le gros de la croissance pour une quatrième année consécutive. Leur principal soutien est le programme d'infrastructures lancé par le gouvernement provincial à la fin de 2007. Cependant, la hausse sera plus faible que l'an dernier, + 15 % en 2010 comparativement à + 21 % en 2009, car la majorité des travaux ont atteint leur rythme de croisière, ne donnant plus lieu à une croissance. Le principal projet qui a été lancé cette année est celui du Train de l'Est, qui accroît les dépenses d'équipement. L'investissement public est probablement sous-estimé, car il n'est pas sûr que les données comprennent les mégaprojets approuvés en cours d'année (mégahôpital du CUSM, campus de l'Université de Montréal).

Chantiers publics dans l'île de Montréal, Longueuil et la couronne Sud

L'investissement progresse davantage dans l'île de Montréal, Longueuil et la couronne Sud. Les projets publics s'y concentrent : travaux autoroutiers, Train de l'Est dans l'île de Montréal, deux hôpitaux et l'Université de Sherbrooke à Longueuil, travaux autoroutiers dans la couronne Sud. Les immobilisations publiques augmentent donc de 25 % dans l'île de Montréal et de 11 % en Montérégie, mais de 2 % seulement dans Lanaudière et les Laurentides. Elles se contractent de 21 % à Laval.

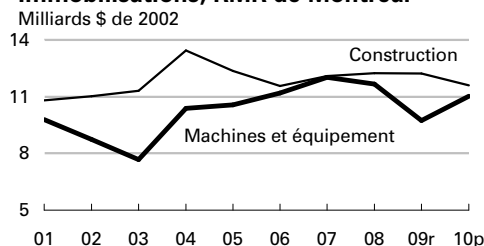
L'investissement privé diminue davantage à Laval (- 5 %) et dans la couronne Nord (- 4 % dans Lanaudière et les Laurentides) que dans l'île de Montréal (- 3 %), Longueuil et la couronne Sud (- 1 % en Montérégie). Cependant, l'écart est faible.

Immobilisations, RMR de Montréal



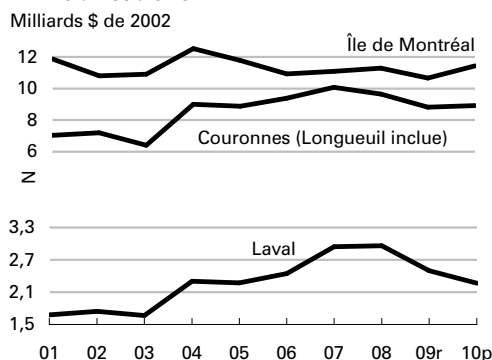
r : dépenses réelles provisoires; p : perspectives
Source : Institut de la statistique du Québec

Immobilisations, RMR de Montréal



r : dépenses réelles provisoires; p : perspectives
Source : Institut de la statistique du Québec

Immobilisations



r : dépenses réelles provisoires; p : perspectives
Source : Institut de la statistique du Québec

Le démarrage de mégaprojets hospitaliers et universitaire en 2010 et en 2011 et la construction persistante de condos devraient continuer à stimuler l'investissement dans l'île de Montréal.

INVESTISSEMENT (suite)

Reprise des immobilisations manufacturières

Le secteur privé n'a pas encore repris le chemin de la croissance. Les immobilisations privées continuent de reculer, mais à un rythme plus lent, - 2 % en 2010 comparativement à - 17 % en 2009.

La construction résidentielle anticipée dans l'enquête est en retrait. Cependant, l'évolution des permis de construction indique que les intentions d'investissement de 2010 pourraient être sous-estimées.

Les immobilisations manufacturières reprennent, en particulier dans la première transformation des métaux, le matériel de transport, les produits chimiques et les plastiques. Dans les services, les chantiers publics fournissent le gros de la croissance : en transport (Train de l'Est) et en enseignement (achèvement de l'Université de Sherbrooke à Longueuil). Par contre, les services privés diminuent leurs investissements. Le retrait des services financiers et l'achèvement de la construction de centres commerciaux et d'hôtels dépriment également l'investissement.

Immobilisations par région et par secteur

Millions \$

Région et secteur	2006	2007	2008	2009r	2010p
RMR de Montréal	23 704	25 696	26 600	25 722	25 551
Secteur primaire	149e	187	189	165	163
Services publics	475	527	527	710	566
Fabrication et construction	2 282	2 175	2 365	1 968	1 981
Aliments et boissons	232e	210e	248e	236e	228e
Textile et vêtement	37	34	38	27	31
Bois	72	48	22	14	16
Papier	53	53	46	38	39
Imprimerie	47	70	117	101	42
Industrie chimique	283	211	156e	171	181
Caoutchouc et plastique	78	103	88	63	75
Métaux (première transf.)	58	72	105	105	159
Produits métalliques	99	78	68	60	51
Machines	58	60	80	51	58
Produits électroniques	123	142	129	127	132
Matériel de transport	205	223	187	122	148
Meubles	30e	39	33	16	14
Autres ind. et construction	909e	833e	1 048e	837e	807e
Services	12 103	13 554	14 008	13 722	14 009
Commerce	1 396	1 555	1 764	1 261	1 205
Transport	1 142	1 471	1 537	1 412	1 909
Information et culture	603	865	960	924	887
Finances, ass. et immob.	3 820	3 494	2 714	2 121	1 888
Serv. professionnels et gestion	532	493	592	552	547e
Serv. administratifs et soutien	148	227	252	217	216e
Enseignement	823	897	922	938	1 054
Santé et services sociaux	779	767	845	1 064	1 047
Hébergement et restauration	225	263	303	247	232
Loisirs et autres services	295	343	287	355	319
Administration publique	2 341	3 179	3 831	4 631	4 706
Habitation	8 695	9 254	9 512	9 157	8 833
Régions administratives					
Montréal	11 005	11 228	11 836	11 742	11 951
Laval	2 639	3 185	3 447	3 120	2 784
Laurentides et Lanaudière	6 926	7 248	7 461	7 095	6 906
Montérégie	9 901	10 709	10 656	10 648	10 921

e : estimation; p : perspectives; r : dépenses réelles provisoires.

Source : Institut de la statistique du Québec

IMMOBILIER ET CONSTRUCTION

Recul du marché du logement

Avec le ralentissement de l'économie, la baisse des ventes résidentielles se poursuit. Le nombre de ventes SIA/MLS a diminué de près de 10 % au troisième trimestre. La décélération est généralisée à travers les cinq régions de la métropole. Cependant, comme le nombre de propriétés offertes a également diminué, le marché continue d'avantager les vendeurs et les prix grimpent encore.

Force du condo

Tous les segments de marchés reculent. Cependant, la demande de condos, qui sont plus abordables, se maintient mieux. Les ventes ne diminuent que de 15 % par rapport au troisième trimestre de l'année précédente, comparé à - 21 % pour l'unifamiliale et les plexes. La force du marché des condos, particulièrement dans le centre de la région métropolitaine, reflète la stabilisation de l'économie et le déplacement de la demande hors des premiers acheteurs vers les baby-boomers qui, une fois leurs enfants partis, cherchent à vivre dans un logement plus petit. Les mises en chantier de condos ont presque doublé depuis le début de 2009.

Construction non résidentielle stable

Mesurée selon la valeur des permis octroyés, la construction non résidentielle change peu. La valeur des permis ne change pas dans le commercial et l'institutionnel, et diminue dans l'industriel. Cependant, mesurée selon les heures travaillées, la construction institutionnelle et commerciale se remet à croître, selon la Commission de la construction du Québec. De plus, les travaux d'infrastructures et de routes atteignent un sommet au Québec au troisième trimestre.

Remontée de la demande de bureaux

L'absorption de bureaux, qui était négative depuis un an, est redevenue positive au troisième trimestre (+ 228 000 pieds carrés depuis le début de 2010) selon CB Richard Ellis. La construction de bureaux, initialement faible, a augmenté en banlieue. Au centre-ville, certains projets sont passés en phase de pré-bail, mais la construction n'a pas encore commencé.

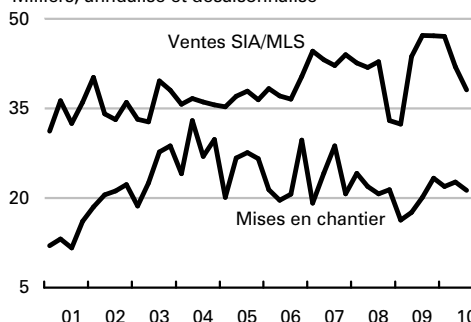
Rechute de la demande industrielle

La demande de locaux industriels recommence à reculer. L'absorption, qui avait été positive pendant la première moitié de l'année, rechute à - 738 000 pieds carrés au troisième trimestre selon CB Richard Ellis. Par conséquent, le taux d'inoccupation a remonté de 50 points de base à 10,5 %

Construction et vente de logements

RMR de Montréal

Milliers, annualisé et désaisonnalisé

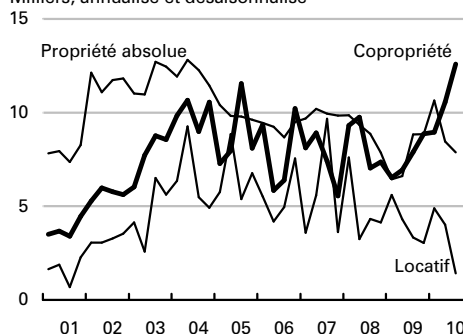


Sources : Société canadienne d'hypothèques et de logement et Chambre immobilière du Grand Montréal

Mises en chantier selon le marché visé

RMR de Montréal

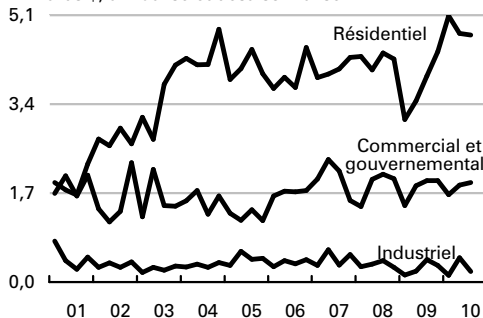
Milliers, annualisé et désaisonnalisé



Source : Société canadienne d'hypothèques et de logement

Permis de construction, RMR de Montréal

Milliards \$, annualisé et désaisonnalisé



Source : Statistique Canada



CONSOMMATION ET TOURISME

Consommation modérée

Après un recul au deuxième trimestre, la consommation a recommencé à grimper dans la région métropolitaine de Montréal. Les ventes au détail ont crû de 1,7 % au troisième trimestre, une progression modérée qui est inférieure à la baisse du trimestre précédent (- 2,5 %). Le consommateur est prudent. L'indice de confiance des consommateurs québécois compilé par le Conference Board stagne autour de 80 points depuis le début de 2010. Les faillites personnelles se maintiennent au même niveau qu'à la fin de 2009.

Ralentissement du tourisme

Après la poussée du printemps, l'élan des touristes se modère. Le nombre de touristes entrés au Québec augmente de 1,8 % seulement au troisième trimestre. Le taux d'occupation des hôtels montréalais diminue de 1,3 point de pourcentage à 63,5 %. Les tarifs des chambres d'hôtels qui avaient bondi au deuxième trimestre, reprennent un rythme plus soutenable. Leur hausse sur un an redescend de 8,9 % au deuxième trimestre à 3,5 % au troisième.

Mauvaise récolte dans les Prairies

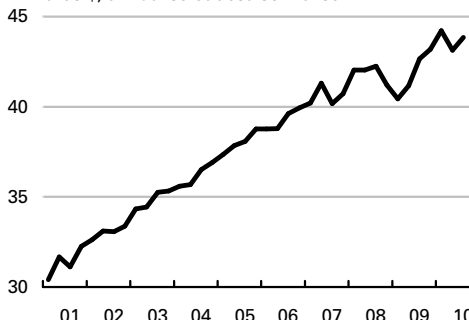
Le relâchement du commerce international se transmet au port de Montréal. Après une remontée pendant la deuxième moitié de 2009, le trafic du port de Montréal diminue depuis le début de 2010. Le vrac recule de 8 % au troisième trimestre. Une mauvaise récolte causée par un printemps pluvieux réduit le trafic de céréales. Par contre, la reprise de l'industrie automobile stimule le trafic de minerai de fer.

Rechute du commerce international

Le trafic de conteneurs, lui, diminue de 7 % au troisième trimestre. Il évolue au rythme du commerce entre les États-Unis et l'Europe. À la fin de 2009 et au début de 2010, la reprise économique avait stimulé le trafic transatlantique, en particulier les exportations européennes. Par contre, la lenteur de la reprise européenne avait freiné les exportations américaines, qui avaient reculé même au premier trimestre. Depuis le printemps, les mesures d'austérité des gouvernements européens et la fin des mesures publiques de relance économique aux États-Unis ralentissent le commerce transatlantique et, par conséquent, le trafic de conteneurs dans le port de Montréal.

Ventes au détail¹, RMR de Montréal

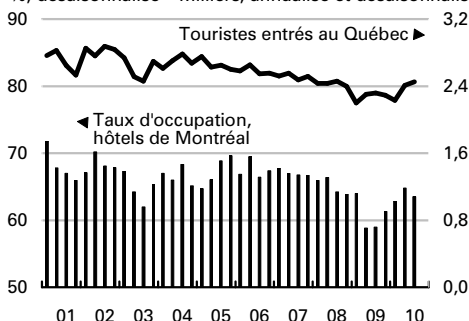
Milliards \$, annualisé et désaisonnalisé



1. Données estimées avant 2004 Source : Statistique Canada

Tourisme

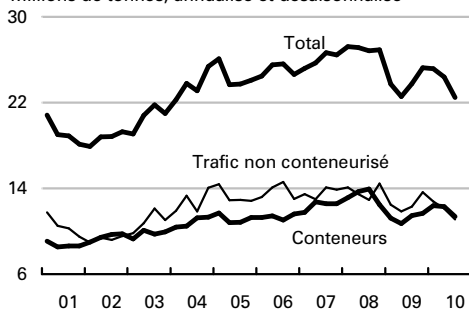
%, désaisonnalisé Milliers, annualisé et désaisonnalisé



Sources : Association des hôtels du grand Montréal et Statistique Canada

Trafic dans le port de Montréal

Millions de tonnes, annualisé et désaisonnalisé



Source : Port de Montréal

Indicateurs économiques de la RMR de Montréal, trimestriels

	Unité	2008				2009				2010		
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Désaisonnalisé												
Marché du travail												
Population active	Moyenne 000	2 057	2 041	2 048	2 060	2 049	2 079	2 071	2 083	2 118	2 137	2 120
Emploi	000	1 910	1 889	1 898	1 897	1 870	1 881	1 877	1 894	1 927	1 955	1 939
Taux d'emploi	%	62,5	61,7	61,8	61,6	60,5	60,7	60,4	60,7	61,6	62,3	61,5
Taux de chômage	%	7,2	7,5	7,3	7,9	8,8	9,5	9,4	9,1	9,0	8,5	8,5
Assurance-chômage (1,3)	000	44,8	44,3	46,0	48,9	58,5	64,4	64,3	63,9	63,5	61,5	59,8
Aide sociale (1,4,e)	000	76,0	75,6	75,8	76,2	77,4	78,3	79,1	79,6	79,6	79,1	78,6
Immobilier												
Permis de construction	Total M \$	1 510	1 590	1 710	1 630	1 180	1 380	1 580	1 660	1 720	1 770	1 710
Mises en chantier	Nombre	6 000	5 500	5 200	5 300	4 100	4 400	5 000	5 800	5 500	5 700	5 300
Ventes de résidences (SIA/MLS, 1)	Nombre	10 600	10 500	10 700	8 200	8 100	10 900	11 800	11 800	11 800	10 500	9 500
Autres												
Ventes au détail (1)	Total M \$	10 510	10 511	10 563	10 303	10 112	10 293	10 665	10 798	11 054	10 782	10 963
Trafic du port, total (1)	000 t	6 804	6 787	6 713	6 734	5 930	5 640	5 936	6 318	6 290	6 095	5 614
Conteneurs (1)	000 t	3 284	3 429	3 486	3 123	2 807	2 677	2 866	2 915	3 099	3 069	2 843
Trafic des aéroports (1)	000 pass.	3 279	3 241	3 156	3 136	3 109	2 981	3 063	3 066	3 153	3 217	3 289
Taux d'occupation des hôtels (1)	Moy., %	66,0	66,4	64,2	63,9	64,0	58,8	59,0	61,3	62,9	64,8	63,5
Non désaisonnalisé												
Marché du travail												
Population active	Moyenne 000	2 035	2 038	2 074	2 064	2 020	2 076	2 098	2 087	2 094	2 135	2 139
Emploi	000	1 878	1 890	1 921	1 911	1 833	1 881	1 900	1 907	1 895	1 958	1 957
Taux d'emploi	%	61,5	61,7	62,6	62,1	59,3	60,7	61,2	61,2	60,6	62,4	62,1
Taux de chômage	%	7,7	7,3	7,4	7,4	9,3	9,4	9,4	8,6	9,5	8,3	8,5
Assurance-chômage (3)	000	56,2	40,0	46,1	41,6	69,9	60,1	64,4	56,7	75,0	57,2	59,9
Aide sociale (4,e)	000	77,1	75,7	74,6	76,1	78,5	78,5	77,9	79,5	80,8	79,2	77,5
Emploi sectoriel												
Construction	Moyenne 000	88	100	106	95	75	80	93	94	91	101	106
Fabrication	000	220	239	255	253	244	248	237	261	234	237	248
Biens durables	000	110	132	130	125	112	124	132	142	119	113	120
Biens non durables	000	110	108	125	128	132	124	105	119	116	123	128
Commerce	000	317	314	317	316	309	304	322	315	310	340	332
Transport et entreposage	000	100	106	98	91	88	95	93	91	76	77	93
Finance, assurances, imm. et location	000	144	131	132	121	115	115	134	136	149	150	127
Serv. professionnels, scient. et techn.	000	184	174	172	169	182	183	175	177	190	195	190
Gestion et soutien à la gestion	000	64	74	77	78	70	80	82	67	73	76	86
Enseignement	000	144	130	120	137	134	137	120	149	145	136	113
Santé et assistance sociale	000	213	219	227	233	225	223	219	224	239	235	236
Information, culture et loisirs	000	101	101	122	120	103	106	113	115	108	110	117
Hébergement et restauration	000	108	114	118	115	105	106	114	104	103	116	116
Autres services	000	86	79	83	81	81	93	86	77	74	79	86
Administration publique	000	81	81	78	85	77	86	87	79	80	85	88
Construction												
Logements mis en chantier	Total Nombre	5 401	6 218	4 977	5 331	3 753	4 868	4 867	5 763	4 907	6 285	5 179
Permis de construction	M \$	1 180	1 799	1 680	1 752	923	1 558	1 548	1 772	1 329	1 978	1 671
Résidentiel		811	1 191	1 066	1 179	559	1 001	964	1 207	954	1 365	1 125
Commercial		261	409	369	328	194	334	310	340	234	333	318
Industriel		74	86	103	70	34	51	107	79	32	116	50
Institutionnel et gouvernemental		34	113	141	175	136	171	167	146	109	163	178
Immobilier												
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Total Nombre	11 951	13 198	8 463	6 805	9 089	13 782	9 330	9 731	13 199	13 238	7 538
Taux d'inoccupation, logements locatifs	%		2,8		2,4		2,7		2,5		2,8	
Taux d'inoccupation, bureaux	%	7,9	8,5	8,3	8,2	8,8	9,7	10,3	10,2	10,6	10,8	10,6
Grand centre-ville	%	6,0	6,2	5,9	5,7	6,4	8,0	8,4	8,7	9,0	9,1	8,8
Périphérie et banlieue	%	11,5	12,8	12,8	12,8	13,2	12,8	13,7	12,9	13,4	13,8	13,9
Taux d'inoccupation, industriel	%	8,5	8,8	9,0	9,0	8,8	9,2	9,4	10,4	10,5	10,0	10,5
Prix et taux d'intérêt												
Prix à la consommation, indice	Moyenne 1992=100	111,2	113,1	113,7	112,4	112,3	113,7	113,9	113,9	114,2	114,8	114,6
Hausse en 1 an	%	1,6	2,3	3,1	1,5	1,0	0,5	0,2	1,4	1,8	1,0	0,6
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	249,8	264,0	267,7	261,5	254,1	269,1	280,8	284,0	278,8	295,6	298,3
Prêts hypothécaires, 5 ans	% fin	7,19	7,15	6,85	6,75	5,55	5,85	5,49	5,49	5,85	5,89	5,39
Autres												
Ventes au détail	Total, M \$	9 063	11 435	10 735	10 611	8 747	11 199	10 837	11 134	9 571	11 728	11 142
Faillites personnelles	Nombre	3 363	3 454	3 410	3 682	4 227	4 505	4 573	3 465	3 585	3 754	3 440
Faillites commerciales	Nombre	293	315	240	289	301	278	258	258	220	231	191
Trafic du port, total	000 t	6 021	6 917	7 070	7 014	5 173	5 770	6 272	6 579	5 568	6 228	5 916
Conteneurs	000 t	3 112	3 561	3 480	3 168	2 636	2 810	2 860	2 960	2 927	3 201	2 837
Trafic des aéroports	000 pass.	3 275	3 217	3 490	2 831	3 106	2 960	3 390	2 768	3 152	3 196	3 636
Taux d'occupation des hôtels	%	52,7	70,9	76,8	60,0	51,0	62,8	70,6	57,5	50,2	69,6	76,0

Notes et sources à la fin des tableaux

Indicateurs économiques de Montréal et de Laval, trimestriels

	Unité	2008				2009				2010		
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Montréal												
Désaisonnalisé (1)	Moyenne											
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	6,10	6,09	6,15	6,26	6,63	6,96	7,07	7,02	6,92	6,80	6,69
Assurance-chômage (3)	000	21,9	21,9	22,7	23,8	28,0	31,4	32,2	31,7	30,8	29,8	29,0
Aide sociale (4)	000	58,2	58,0	58,1	58,3	58,9	59,8	60,4	60,2	59,7	59,1	58,5
Non désaisonnalisé												
Marché du travail												
Population active	000	1 039	1 045	1 060	1 045	1 017	1 038	1 049	1 030	1 027	1 061	1 071
Emploi	000	940	959	968	957	906	915	928	924	921	958	966
Taux d'emploi	%	59,1	60,3	60,8	60,1	56,9	57,4	58,1	57,8	57,6	59,8	60,2
Taux de chômage	%	9,5	8,2	8,6	8,4	10,9	11,9	11,5	10,3	10,3	9,6	9,8
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	6,42	6,03	6,13	6,03	6,95	6,90	7,05	6,79	7,24	6,74	6,67
Assurance-chômage (3)	000	25,5	21,0	23,0	20,9	31,6	30,5	32,5	28,7	34,4	28,9	29,3
Aide sociale (4)	000	58,8	58,1	57,5	58,2	59,5	59,9	59,8	60,1	60,3	59,2	57,9
Immobilier et construction												
Total												
Logements mis en chantier	Nombre	2 236	1 301	1 097	1 234	926	1 191	1 495	1 752	1 177	1 874	2 041
Permis de construction												
M \$												
Résidentiel		376	602	566	479	311	538	570	582	490	664	667
Commercial		208	315	252	237	117	248	280	296	253	355	354
Industriel		136	194	189	140	116	166	173	168	137	176	157
Institutionnel et gouvernemental		14	26	51	22	16	27	63	34	15	11	18
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	4 404	5 299	3 255	2 732	3 379	5 384	3 675	3 912	4 797	5 249	2 991
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	300,3	315,4	324,7	311,5	304,4	325,0	337,5	346,4	339,6	359,8	364,9
Taux d'inoccupation, bureaux	%		8,6		8,2		9,9		10,4		11,1	
Faillites personnelles	Nombre	1 823	1 754	1 762	1 879	2 120	2 329	2 359	1 805	1 901	1 944	1 797
Laval												
Désaisonnalisé (1)	Moyenne											
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	3,23	3,23	3,30	3,41	3,80	4,07	4,11	4,14	4,18	4,09	4,01
Assurance-chômage (3)	000	4,47	4,41	4,56	4,86	5,82	6,50	6,52	6,52	6,56	6,35	6,14
Aide sociale (4)	000	3,97	4,05	4,10	4,13	4,23	4,31	4,41	4,54	4,64	4,65	4,67
Non désaisonnalisé												
Marché du travail												
Population active	000	215	215	223	219	207	206	219	223	224	224	217
Emploi	000	199	203	208	204	188	189	204	208	203	210	199
Taux d'emploi	%	63,7	64,7	66,1	64,5	59,4	59,5	63,9	64,7	63,1	64,8	61,0
Taux de chômage	%	7,6	5,6	6,6	6,7	8,9	8,2	6,6	6,7	9,2	6,3	8,3
Indicateur de dépendance sociale (2)	%	3,70	3,07	3,27	3,12	4,27	3,92	4,08	3,85	4,64	3,94	3,99
Assurance-chômage (3)	000	5,62	4,03	4,56	4,08	6,98	6,13	6,52	5,75	7,71	5,97	6,14
Aide sociale (4)	000	4,05	4,02	4,04	4,14	4,31	4,29	4,34	4,55	4,72	4,63	4,61
Immobilier et construction												
Total												
Logements mis en chantier	Nombre	736	991	864	643	832	561	846	828	370	939	371
Permis de construction												
M \$												
Résidentiel		184	233	203	380	126	170	230	313	170	198	188
Commercial		119	169	159	302	102	112	159	226	132	158	148
Industriel		61	54	31	57	14	52	25	31	21	19	24
Institutionnel et gouvernemental		4	3	3	16	6	3	3	13	1	10	9
Ventes de résidences (SIA/MLS)	Nombre	1 333	1 529	917	807	1 046	1 546	1 056	1 095	1 562	1 618	825
Prix des résidences (SIA/MLS)	000 \$	231,7	244,8	246,5	241,4	235,4	247,7	257,2	262,7	266,4	270,7	274,4
Taux d'inoccupation, bureaux	%		9,0		7,6		8,1		7,6		7,4	
Faillites personnelles	Nombre	308	386	360	380	454	446	450	347	384	364	355

Notes et sources à la fin des tableaux

Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels

	Unité	2008				2009				2010		
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Longueuil et couronnes												
Non désaisonnalisé												
Marché du travail (yc Longueuil)												
Population active	000	781	778	792	801	797	832	830	834	843	851	852
Emploi	000	739	727	745	751	738	777	768	775	770	789	793
Taux d'emploi	%	64,2	62,8	64,0	64,1	62,7	65,6	64,5	64,7	63,9	65,1	64,9
Taux de chômage	%	5,4	6,5	5,9	6,2	7,3	6,6	7,5	7,1	8,7	7,2	6,9
Faillites personnelles	Nombre	1 232	1 314	1 288	1 423	1 653	1 730	1 764	1 313	1 300	1 446	1 288

Indicateurs économiques de Longueuil et des couronnes, trimestriels (suite)

	Unité	2008				2009				2010		
		T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Longueuil												
Désaisonnalisé (1)	Moyenne											
Indicateur de dépendance sociale (2,6)	%	4,00	4,03	4,10	4,21	4,63	4,91	4,99	5,00	4,98	4,90	4,91
Assurance-chômage (3,6)	000	3,73	3,82	3,93	4,13	5,03	5,64	5,71	5,65	5,49	5,32	5,26
Aide sociale (4,6)	000	5,60	5,59	5,64	5,69	5,77	5,80	5,91	6,02	6,11	6,11	6,18
Non désaisonnalisé												
Indicateur de dépendance sociale (2,6)	%	4,49	3,86	4,08	3,92	5,12	4,73	4,96	4,71	5,47	4,73	4,88
Assurance-chômage (3,6)	000	4,73	3,42	3,99	3,47	6,03	5,25	5,77	4,98	6,49	4,92	5,32
Aide sociale (4,6)	000	5,74	5,58	5,52	5,67	5,91	5,79	5,80	6,00	6,25	6,10	6,07
Immobilier et construction												
Total												
Logements mis en chantier	Nombre	622	591	643	705	406	591	538	636	907	603	613
Permis de construction	M \$	145	210	218	259	142	185	195	266	139	261	239
Résidentiel		109	117	117	204	71	126	116	203	109	190	167
Commercial		24	68	61	47	21	27	35	55	18	49	49
Industriel		2	11	21	3	5	6	12	2	8	7	6
Institutionnel et gouvernemental		9	15	19	5	45	27	33	5	4	14	15
Ventes de résidences (SIA/MLS,9)	Nombre	1 677	1 733	1 073	862	1 171	1 907	1 188	1 256	1 781	1 601	900
Prix des résidences (SIA/MLS,9)	000 \$	234,1	246,3	250,4	249,8	243,7	251,3	270,1	259,5	268,6	278,2	287,3
Taux d'occupation, bureaux	%		5,7		8,1		6,6		6,6		7,1	
Couronne Sud												
Désaisonnalisé (1)	Moyenne											
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	%	2,32	2,29	2,36	2,42	2,80	3,00	3,00	2,94	3,00	2,93	2,86
Assurance-chômage (3,7)	000	6,17	6,07	6,36	6,65	8,08	8,82	8,76	8,50	8,63	8,45	8,24
Aide sociale (4,7)	000	2,56	2,58	2,60	2,58	2,66	2,74	2,83	2,95	3,10	3,06	3,05
Non désaisonnalisé												
Indicateur de dépendance sociale (2,7)	%	2,97	1,99	2,34	2,10	3,44	2,70	2,97	2,63	3,63	2,64	2,84
Assurance-chômage (3,7)	000	8,55	4,91	6,34	5,46	10,46	7,66	8,74	7,31	11,00	7,29	8,22
Aide sociale (4,7)	000	2,63	2,60	2,53	2,56	2,73	2,75	2,77	2,93	3,17	3,07	2,98
Immobilier et construction												
Total												
Logements mis en chantier (5)	Nombre	753	1 280	827	1 455	694	1 168	960	980	1 040	1 150	921
Permis de construction (5)	M \$	212	322	294	246	165	281	247	232	239	345	224
Résidentiel		175	252	224	171	120	223	189	187	216	272	176
Commercial		25	38	46	28	26	37	38	30	19	40	29
Industriel		11	22	14	9	3	6	11	9	3	27	7
Institutionnel et gouvernemental		0	10	10	38	16	15	9	6	1	6	12
Ventes de résidences (SIA/MLS,5,9)	Nombre	1 791	1 876	1 300	911	1 421	2 032	1 427	1 435	2 073	1 944	1 139
Prix des résidences (SIA/MLS,5,9)	000 \$	219,9	227,6	233,2	215,4	222,3	226,1	238,9	234,1	235,5	245,8	246,6
Couronne Nord												
Désaisonnalisé (1)	Moyenne											
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	%	3,07	2,96	3,04	3,23	3,72	3,82	3,68	3,73	3,83	3,69	3,59
Assurance-chômage (3,8)	000	7,58	7,25	7,62	8,38	10,24	10,67	10,05	10,29	10,72	10,20	9,82
Aide sociale (4,8)	000	3,97	3,95	3,96	4,00	4,10	4,15	4,29	4,35	4,40	4,46	4,51
Non désaisonnalisé												
Indicateur de dépendance sociale (2,8)	%	3,88	2,60	2,98	2,83	4,52	3,48	3,62	3,35	4,61	3,36	3,54
Assurance-chômage (3,8)	000	10,53	5,89	7,52	6,90	13,18	9,30	9,95	8,82	13,66	8,84	9,72
Aide sociale (4,8)	000	4,10	3,98	3,83	3,96	4,23	4,18	4,17	4,32	4,53	4,49	4,38
Immobilier et construction												
Total												
Logements mis en chantier (5)	Nombre	1 054	2 055	1 546	1 294	895	1 357	1 028	1 567	1 413	1 719	1 233
Permis de construction (5)	M \$	263	432	399	388	179	383	306	379	292	510	353
Résidentiel		200	337	315	266	150	292	221	294	244	390	279
Commercial		15	55	43	56	17	52	40	55	40	48	59
Industriel		42	24	14	20	4	10	18	22	4	61	9
Institutionnel et gouvernemental		5	15	27	46	8	29	28	8	3	11	6
Ventes de résidences (SIA/MLS,5)	Nombre	2 746	2 761	1 918	1 493	2 072	2 913	1 984	2 033	2 986	2 826	1 683
Prix des résidences (SIA/MLS,5)	000 \$	206,6	211,8	214,1	212,5	208,3	218,5	223,8	223,5	223,8	234,9	231,4

- Désaisonnalisé par la CMM.
- Indicateur de dépendance sociale = $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$.
- Bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains.
- Bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes à l'emploi.
- Selon les limites territoriales de la RMR de Montréal.
- Ancienne MRC de Champlain (correspond à l'agglomération de Longueuil sans Boucherville et Saint-Bruno).
- Somme des MRC de La Vallée-du-Richelieu, Lajemmerais, Roussillon et Vaudreuil-Soulanges.
- Somme des MRC de Deux-Montagnes, Thérèse-De Blainville, Mirabel, L'Assomption et Les Moulins.
- Ventes de Candiac et de La Prairie comprises dans l'agglomération de Longueuil et non dans la couronne Sud.
- Estimation.

Sources : Statistique Canada, Emploi et Solidarité sociale - Québec, Société canadienne d'hypothèques et de logement, Banque du Canada, CB Richard Ellis, Industrie Canada, Association des hôtels du grand Montréal, Chambre immobilière du Grand Montréal, Port de Montréal et Aéroports de Montréal



Lexique

Chômeur. Personne qui est sans emploi et qui se cherche activement un emploi.

Désaisonnalisation. Supprime l'effet des variations répétitives qui se produisent dans l'année, variations causées par des événements annuels réguliers comme l'évolution du climat et les congés fixes.

Emploi (personnes occupées). Nombre de personnes qui habitent une région et qui travaillent, peu importe le lieu d'emploi.

Indicateur de dépendance sociale. $100 \times (\text{bénéficiaires ordinaires de l'assurance-chômage sans gains et bénéficiaires adultes de l'aide sociale sans contraintes et avec contraintes temporaires}) \div \text{population de 15 à 64 ans}$.

Indice des prix à la consommation. Indice qui mesure la variation dans le temps du coût à l'achat d'un «panier» constant de biens et services. Il mesure donc le mouvement des prix.

Mise en chantier. Désigne le début des travaux de construction, généralement après la mise en place de la semelle de béton.

Population active. Nombre de personnes, parmi la population de 15 ans et plus, au travail ou en chômage.

Prix (ou dollars) constants. Prix d'une période choisie comme base, qui mesurent la valeur réelle des biens et services. Toute variation de la valeur réelle provient exclusivement de la variation des quantités physiques.

Prix (ou dollars) courants. Prix de la période courante, qui mesurent la valeur nominale des biens et services. Toute variation de la valeur nominale provient des variations combinées des prix et des quantités physiques.

Note explicative

L'économie métropolitaine décrit, chaque trimestre, l'évolution de l'économie dans la région métropolitaine de Montréal et ses cinq secteurs, Montréal, Laval, Longueuil, les couronnes Nord et Sud.

L'information sur l'économie urbaine est incomplète car les statistiques sont agrégées en priorité à l'échelle nationale et provinciale. Lorsqu'il n'existe pas d'information sur la région métropolitaine de Montréal, les données disponibles pour l'unité spatiale la plus proche, le Québec ou le Canada, sont utilisées.

Les organismes producteurs de statistiques désaisonnalisent peu les données régiona-

Produit intérieur brut (PIB). Valeur de tous les biens et services produits à l'intérieur des limites géographiques d'un pays (région, province) au cours d'une période donnée (année, trimestre).

Région métropolitaine de recensement (RMR) de Montréal. Région qui comprend les villes de Montréal, Laval et Longueuil, la couronne Nord (jusqu'à Saint-Placide, Saint-Jérôme, Mascouche et Lavaltrie) et la couronne Sud (jusqu'à Hudson, Saint-Zotique, Beauharnois, Saint-Isidore, La Prairie, Chambly, Mont-Saint-Hilaire, Belœil et Verchères); 4 259 km²; 3 815 000 h en 2009.

La **Communauté métropolitaine de Montréal** englobe le territoire de la RMR de Montréal moins les municipalités de Coteau-du-Lac, Gore, Lavaltrie, L'Épiphanie (ville et paroisse), Les Coteaux, Saint-Colomban, Saint-Jérôme, Saint-Placide et Saint-Zotique, plus celles de Calixa-Lavallée, Contrecoeur et Saint-Jean-Baptiste; 3 838 km²; 3 684 000 h en 2009.

Service inter-agences (SIA/MLS). Service de vente résidentielle qui rend une propriété accessible aux courtiers et agents membres de la Chambre immobilière du Grand Montréal et du Service.

Taux d'activité. $(\text{Population active} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Taux de chômage. $(\text{Nombre de chômeurs} \div \text{population active}) \times 100$.

Taux d'emploi. $(\text{Emploi} \div \text{population de 15 ans et plus}) \times 100$.

Ventes au détail. Marchandises et services connexes pour la consommation ménagère ou personnelle, vendus habituellement dans un magasin.

les. Nous le faisons dans certains cas. Autrement, la comparaison ne peut se faire qu'avec le trimestre correspondant de l'année précédente.

Pour des renseignements supplémentaires, communiquer avec Maxime Trottier, Développement économique métropolitain, 514-350-2558, mtrottier@cmm.qc.ca

Pour obtenir une copie, visiter le site Internet de la CMM, www.cmm.qc.ca, ou rejoindre Brigitte Cloutier, 514-350-2565, conomie.metropolitaine@cmm.qc.ca